

L'ÉNERGIE ET LES GRANDS BOULEVERSEMENTS

L'Algérie est-elle préparée

Voilà sept mois que la chute du prix du baril de pétrole a commencé, pour le voir baisser progressivement de 115 \$ en juin 2014 à moins de 50 \$ en janvier 2015, soit plus de la moitié. En ce moment, il semble qu'il se stabilise autour des 50 \$.

Pour combien de temps et y a-t-il des chances pour le voir revenir à une meilleure performance en 2015 ? Il est vraiment difficile d'en prévoir l'évolution en ce moment du fait de trois catégories d'incertitudes :

- D'abord celle liée à l'extrême récession qui affecte l'une des plus grosses régions consommatrices d'énergie, à savoir l'Europe, et dont on n'arrive plus à prédire la fin. La baisse est par contre bénéfique à une certaine reprise de la consommation dans cette région, et probablement au ralentissement de la récession, sinon même à une reprise de la croissance au cours de l'année 2015.
- La réaction non seulement de l'Opep, mais

Le baril est en train de se stabiliser en ce moment autour de 50 à 60 \$ et il est peu probable qu'il aille en dessous de 40 \$, niveau qui sera insoutenable pour tous. A court terme par certains pays dont l'économie s'effondrera, avec des effets secondaires en matière d'instabilité locale et régionale.

aussi de tous les autres pays producteurs non-Opep, du fait que le niveau de prix actuel les a tous surpris. Une baisse était prévisible mais pas à un niveau aussi bas et, semble-t-il, pour plusieurs années, remettant en cause de nombreux investissements en amont, pourtant nécessaires au renouvellement des réserves de façon générale, et ceux destinés à poursuivre le développement et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ou complexes, en particulier.

- L'hypothèse, selon de nombreux analystes, d'un objectif géostratégique visant à affaiblir en premier lieu la Russie, la naissance d'un bloc politico-économique eurasiatique, les ambitions nucléaires d'un Iran face aux pays du Moyen-Orient, et les «turbulences» d'un Venezuela en Amérique du Sud. Le premier semestre de l'année 2015 sera donc un semestre d'observation intense, et probablement de concertations multilatérales parce que :
- Même si l'objectif de l'Opep, et en fait celui des pays du Moyen-Orient surtout, était seulement de préserver leur part du marché en combattant les surproductions des pays non-Opep et les hydrocarbures non conventionnels, on peut considérer déjà qu'il n'a pas été atteint. D'où la dernière déclaration du ministre saoudien du Pétrole affirmant que même si le prix devait descendre à 20 dollars, il n'y aura pas de réduction du plafond de production de l'Opep. Ceux qui produisaient le plus continuent à le faire pour des raisons d'équilibre budgétaire.

Le prix actuel n'a d'incidence que sur les nouveaux investissements aux Etats-Unis. Ce pays, unique producteur d'hydrocarbures non conventionnels, continuera à produire pour des raisons de sécurité énergétique, parce que cette production a déjà englouti beaucoup trop d'investissements qui ont permis aussi de développer l'industrie pétrochimique et d'assurer leur prédominance technologique dont auront besoin beaucoup d'autres pays qui envisagent la même aventure non conventionnelle (Chine, Australie, Algérie, Argentine et Afrique du Sud).

- Le baril est en train de se stabiliser en ce moment autour de 50 à 60 \$ et il est peu probable qu'il aille en dessous de 40 \$, niveau qui sera insoutenable pour tous.

A court terme par certains pays dont l'économie s'effondrera, avec des effets secondaires en matière d'instabilité locale et régionale.

Insoutenable vis-à-vis des politiques de lutte contre le réchauffement climatique et des programmes de développement des énergies renouvelables affichés aussi bien par les pays consommateurs que les pays producteurs d'hydrocarbures.

- Il est donc probable que le baril reprenne parce que la consommation reprendra aussi avec des

prix aussi bas, mais certainement pas avant 6 à 12 mois, et très probablement pas au même niveau que celui de juin 2014.

Une évolution identique à celle qui a suivi le choc précédent de 2009 est envisageable avec un prix qui pourrait remonter entre une et deux années à un niveau de 70 \$.

Qu'il s'agisse d'une guerre des hydrocarbures conventionnels contre les non-conventionnels, ou d'un bloc géopolitique contre un autre, le résultat va être certainement suivi de bouleversements importants à l'échelle mondiale :

- La consommation reprendra avec un pétrole et bien sûr un gaz naturel dont les prix demeureront beaucoup plus bas que ceux espérés par les pays dont l'économie en dépend. Ils en seront les grands et double perdants, avec des économies en ralentissement ou même en effondrement (Venezuela et Russie surtout), et une surexploitation dangereuse de leurs réserves au détriment de leur sécurité énergétique future. Même les pays du Moyen-Orient y laisseront des plumes au point de vue conservation des réserves parce qu'un pétrole pas cher sera de préférence et de plus en plus importé et

consommé par les clients du Moyen-Orient au détriment des hydrocarbures non conventionnels même s'ils sont produits localement (Etats-Unis - Canada - Chine).

On peut alors se poser la question suivante : à qui profitera, à long terme, la baisse actuelle du baril et s'agit-il d'un objectif stratégique à long terme d'un ou de plusieurs acteurs énergétiques mondiaux ?

- Le dernier rapport de l'AIE ainsi que la plupart des analyses laissent prévoir qu'en dehors des hydrocarbures non conventionnels, il y aura un épuisement rapide des réserves dans tous les pays de l'OCDE entre 2015 et 2025, puis une forte dépendance des réserves du Moyen-Orient à partir de 2025 suivie d'une augmentation du baril au-delà de 140 \$. Mais il faut préciser que le Moyen-Orient consommera aussi à partir de cette date environ 60% de sa production même si celle-ci est appelée à augmenter jusqu'en 2040.
- Sur un autre plan, après plus de dix ans d'évaluation et de développement (technologique surtout), grâce à un prix moyen entre 80 et 100\$ le baril, les Etats-Unis sont arrivés à maîtriser parfaitement l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels en ce moment, et ont assuré pratiquement leur indépendance énergétique sur le long terme à travers la certitude sur leurs réserves et la maîtrise des technologies nécessaires. La seule contrainte qui demeure est celle du prix de revient et par conséquent la compétition avec le baril conventionnel. Il est donc logique de penser qu'il est dans leur intérêt stratégique, en cas de forte baisse du baril, de revenir sur une courte période à un approvisionnement par un pétrole pas cher du Moyen-Orient ou d'ailleurs, avec en sus une reprise de l'économie de l'ensemble des pays de l'OCDE, et une assurance de sécurité énergétique au-delà de 2025 grâce aux hydrocarbures non conventionnels qui seront alors encore plus rentables. Pour les Etats-Unis, extraire maintenant des hydrocarbures non conventionnels à un prix relativement élevé ou les importer à un prix bas comme celui d'aujourd'hui revient au même, avec même un bonus : consommer les ressources des autres, préserver les siennes pour plus tard, quand l'exploitation des non-conventionnels sera inévitable face à la réduction des réserves conventionnelles, et exporter leur savoir-faire dans ce domaine.

Cela signifie que les pays de l'Opep et du Moyen-Orient en particulier sont en train de se tirer une balle dans le pied à moins que leur stratégie ne vise un autre objectif.

- Les autres bénéficiaires seront non seulement les pays de l'OCDE (Europe surtout), mais aussi les pays émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil dont la croissance économique et l'essor

urbain nécessitent d'importantes ressources énergétiques. La disponibilité d'hydrocarbures pas chers leur permettra d'allonger la période de transition vers des ressources alternatives et renouvelables dont le rythme de développement n'est pas aussi rapide qu'on le croit, puisque ces dernières n'atteindront que 25 à 30% (y compris le nucléaire) dans la production énergétique mondiale en 2040. Les politiques d'économie d'énergie viendront renforcer de leur côté une baisse de consommation significative. Cette phase de transition énergétique a, certes, été quelque peu perturbée et rallongée par l'accident de Fukushima, mais il faut noter qu'il y a pas moins d'une soixantaine de centrales nucléaires en construction dans le monde dont 28 en Chine, 10 en Inde et 5 en Russie.

- On peut croire que les énergies renouvelables, et par conséquent les programmes de lutte contre le réchauffement climatique, seront aussi perdants au cours de la période à moyen terme (5 à 10 ans) qui s'annonce avec un prix du baril trop bas. Là aussi il ne faut pas se faire d'illusions, car les pays développés et gros consommateurs d'énergie ont déjà pris de l'avance non seulement en développant les technologies nécessaires, mais aussi en mettant en œuvre une véritable transition énergétique avec des programmes d'économie d'énergie et des projets dont le niveau de production correspondra à une véritable source d'énergie alternative au-delà de 2030. Pendant ce temps, les pays producteurs (Opep et non-OCDE) seront plus préoccupés à produire au maximum pour préserver leur rente destinée beaucoup plus à une survie ou à un certain confort social. Ils auront aussi tendance à réduire ou retarder les investissements en énergies renouvelables, en accentuant la consommation de leurs propres réserves conventionnelles.
- Sur le plan géopolitique, on assistera toujours à un monde divisé en plusieurs blocs, sur la base des mêmes critères de puissance économique, technologique, et militaire, mais parmi lesquels le paramètre de sécurité énergétique pèsera de tout son poids non seulement sur les relations internationales, les alliances, mais aussi la stabilité ou l'instabilité intérieure des pays ou des régions. L'énergie et sa consommation étant à la base du développement économique et social, et la carte mondiale de répartition autant des ressources que des capacités de production, ou de la consommation, étant appelée à de profondes modifications, le monde après 2030 ne sera plus le même. Pour comprendre ce que sera ce monde à travers l'importance et le rôle de l'énergie, il suffit d'analyser sur les cinq années passées 2009-2013 l'évolution, la nature, et la répartition des réserves et des capacités de production mondiales. (cf. tableau ci-dessous). Le Moyen-Orient renferme

Par Abdelmadjid Attar
(Consultant, ancien PDG
de Sonatrach)



D.R.

l'essentiel des réserves prouvées d'hydrocarbures dans le monde, soit 1 400 Mds Bep (dont 600 pour le gaz naturel), et pratiquement la plus importante partie des ressources en gaz non conventionnel. L'Amérique du Nord, centrale et du Sud viennent en deuxième position avec seulement si on inclut le gaz non conventionnel dont les ressources ne sont apparemment confirmées et exploitées qu'en Amérique du Nord. Sur les 300 Mds Bep en Amérique du Nord, il n'y a que 83 Mds Bep en gaz naturel conventionnel, et ce sont surtout les 400 Mds de Bep en gaz non conventionnel qui la place en bonne position pour le long terme.

- L'Europe de l'Est-Eurasie (dont la Russie surtout) et l'Afrique viennent en troisième position avec cependant des réserves conventionnelles prouvées beaucoup plus importantes en Eurasie, l'Afrique renfermant plus de ressources non conventionnelles. L'Asie-Océanie renferme aussi d'importantes ressources non conventionnelles, notamment l'Australie.
- L'Europe de l'Ouest occupe la dernière place avec seulement 45 Mds Bep de réserves prouvées conventionnelles, et environ une centaine de Mds Bep en gaz non conventionnel. (Voir tableau).

- On constate par ailleurs que :
- L'augmentation en réserves (pétrole et gaz) prouvées conventionnelles en 2013 par rapport à 2012 est bien en deçà de la production mondiale commercialisée.

ETAT ET EVOLUTION RESERVES-PRODUCTION (2013)					
(En milliards baril-équivalent)					
Réf : EIA-2014 OPEP-2013	Réserves Prouvées Pétrole & Gaz Conventionnels	Ressources Gaz non conventionnel	Evolution Réserves Conventionnelles sur 5 ans (2009-2013)	Evolution Réserves Conventionnelles 2013/2012	Production 2013 commercialisée Pétrole+Gaz (Durée restante)
Moyen Orient	1,400 (45,5%)	658 (31%)	+85	+3,86	13,3 (105 + 50 ans)
	Total > 2.058				
Europe de l'Est & Eurasie	480 (15,6%)	70 (3,3%)	+38,2	+0,38	10,9 (44 + 7 ans)
	Total = 550				
Amérique Sud & Centrale	400 (13%)	300 (14,1%)	+91,3	+2,10	5,1 (78 + 59 ans)
	Total = 700				
Amérique du Nord	300 (9,8%)	400 (18,8%)	+30,1	-5,42	9,5 (32 + 42 ans)
	Total = 700				
Afrique	300 (9,8%)	250 (11,8%)	+2,6	+0,75	4,4 (68 + 57 ans)
	Total = 550				
Asie Océanie	350 (4,9%)	350 (16,4%)	+5,6	+0,85	6,4 (23 + 55 ans)
	Total = 500				
Europe de l'Ouest	45 (1,4%)	100 (4,6%)	-5,7	-0,30	3 (15 + 33 ans)
	Total = 145				
TOTAL	3.075	2.128	+247,3	+0,72	52,6 (59+26 ans) (99 ans)
	Total = 5.203				